

Unité départementale du Finistère

Quimper, le **30 JUIN 2022**

Références : ENV-D-22. 0259

Affaire suivie par : Frédéric RIVOALAN

Téléphone : 02.90.08.55.55

Courriel : [ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SIRCOB**

Kervoazou  
21 route de Gourin  
29270 CARHAIX PLOUGUER

Références :

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 dans l'établissement SIRCOB implanté Kervoazou 21 route de Gourin 29270 CARHAIX PLOUGUER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIRCOB
- Kervoazou 21 route de Gourin 29270 CARHAIX PLOUGUER
- Code AIOT dans GUN : 0005500607
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le SIRCOB est autorisé à exploiter une unité de valorisation énergétique de déchets sur le territoire de la commune de Carhaix. Cette unité est autorisée à admettre un tonnage annuel maximal de déchets non dangereux de 33 000 tonnes et dispose à cette fin d'une ligne d'incinération.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance en continu des rejets gazeux
- Réexamen au titre de la directive IED

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conditions de combustion	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9 > b)	/	Sans objet
Conditions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10	/	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet
Conditions T, P, H <sub>2</sub> O, O <sub>2</sub>	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18	/	Sans objet
Mesures périodiques des polluants	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
Respect des valeurs limite d'émission	Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 3.2.4	/	Sans objet
Contrôle du volume stocké	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.3 Annexe 2 (MTD 12 BREF WI)	/	Sans objet
Surveillance des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2 Annexe 2 (MTD 4 BREF WI)	/	Sans objet
Utilisation rationnelle des matières	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.7 Annexe 3 (MTD 35)	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1 annexe 7 (MTD 4)	/	Sans objet
prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article Chapitre 7.1	/	Sans objet
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/01/2006, article 7.5.9	/	Sans objet
Surveillance dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 12/01/2006, article 3.2.6	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a démontré une bonne maîtrise de la surveillance en continu des rejets gazeux de la part de l'exploitant. Il lui appartient cependant de veiller à être en mesure de justifier l'aptitude de certains équipements de mesure, plus particulièrement en matière d'incertitude de mesure. En outre, le caractère suffisant de la surveillance de l'environnement menée autour des installations devra être justifié après l'arrêt des analyses de lait faute de présence d'une exploitation dans le rayon d'influence de l'installation.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Conditions de combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9 > b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de temps et de températures des gaz
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée en continu.
<b>Constats :</b> Lors du passage en salle de commande, selon les informations du poste de supervision, la température des gaz dans la chambre de combustion était de 1129 °C. La moyenne 10 minutes en cours de constitution était de 1133 °C et la moyenne sur 24 heures en cours de constitution était de 1128 °C. L'inspection n'a pas de commentaire particulier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### Nom du point de contrôle : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Indisponibilité des dispositifs de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> Indisponibilité des dispositifs de traitements. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de co-incinération, de traitement des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées. Sans préjudice des dispositions de l'article 9 e, cette durée ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 28 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m <sup>3</sup> , exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.
<b>Constats :</b> Le cumul des dépassement en 2021 représente 22H30. L'exploitant explique ce cumul nettement plus important que les années précédentes par des problèmes au niveau du chariot de décolmatage du filtre à manches. Les travaux nécessaires ont été réalisés en juin 2021 et la

situation est désormais redevenue comparable aux années précédentes (1h30 de dépassement en 2022 à ce jour).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Assurance Qualité des AMS – QAL1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b>  Les appareils de mesure présents sur le site sont les suivants :</p> <p>Gaz: analyseur titulaire Sick, MCS 100 FT, analyseur redondant Envea, MIR9000 LCD.  Poussières: Envea PCME QAL 181 (titulaire) et Oldham EP1000 (redondant)</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les certificats QAL1 pour les deux analyseurs de gaz et l'analyseur de poussières PCME QAL 181. Il a précisé que l'analyseur de poussière redondant ne dispose pas de certificat QAL1, du fait de son ancienneté.</p> <p>Selon les certificats QAL1 transmis, l'analyseur redondant (MIR9000 LCD) n'est pas certifiée QAL1 pour les paramètres suivants : HF et COT. L'exploitant a indiqué qu'il prévoit de transmettre un porter à connaissance au préfet prochainement dans lequel il sollicitera notamment l'arrêt de la surveillance en continu du paramètre HF, comme le permettent sous certaines conditions l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 et l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux MTD applicables aux installations d'incinération applicables aux installations existantes à compter du 4 décembre 2023.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer l'aptitude de l'analyseur à analyser ces paramètres plus particulièrement s'agissant des incertitudes maximales acceptables.</p> <p>La société SECAUTO dont un représentant était présent lors de l'inspection a confirmé à l'inspection que les deux analyseurs de gaz mesurent les paramètres NO et NO2. Ce sont donc bien les NOx qui sont mesurés et la présence de convertisseur de NO2 n'est donc pas nécessaire.</p> <p><u>Etendue de mesure certifiée</u></p> <p>La norme EN 15267-3 relative à la certification des systèmes de mesurage automatisé précise que l'étendue de mesure doit être adaptée à l'application prévue du système automatique de mesurage (AMS). Pour les installations d'incinération la plage commence à zéro jusqu'à une valeur ne dépassant pas 1,5 fois la valeur limite d'émission journalière.</p> <p><u>Analyseur titulaire :</u> pour les paramètres NOx, COT, HCl, SO2 et CO, cette condition est remplie. Pour le paramètre HF, ce n'est pas le cas, la VLE étant fixée à 1 et la plage de mesure certifiée allant de 0 à 3 mg/m3.</p> <p><u>Analyseur redondant :</u> la condition est remplie pour les paramètres analysés.</p> <p><u>Incertitude relative et absolue</u></p> <p>Pour les différents paramètres analysés et couverts par les certificats QAL1, que ce soit pour l'AMS titulaire ou l'AMS redondant, sur la base des informations figurant dans ces certificats, les incertitudes relatives sont inférieures aux incertitudes requises réglementairement.</p>

Analyseur de poussières Envea PCME QAL 181:

Selon le certificat présenté, la plage de mesure certifiée est  $< 1,5 \times$  la VLE et l'incertitude relative est de 5,7 % pour une valeur de  $5 \text{ mg/m}^3$  donc inférieure pour la VLE applicable ( $10 \text{ mg/m}^3$ ).

L'intervalle de maintenance retenu pour les analyseurs est de trois mois. La société SECAUTO a précisé suivre le plan de maintenance des constructeurs en la matière. Selon les certificats QAL1, compte tenu des gaz surveillés en continu, l'intervalle de maintenance préconisé est de 4 semaines. la périodicité de la maintenance réalisée n'est pas conforme aux recommandations portées dans les certificats QAL1.

**Observations :** Il appartient à l'exploitant:

- de démontrer l'aptitude de l'analyseur MIR 9000 LCD à analyser les paramètres HF et COT, plus particulièrement s'agissant des incertitudes maximales acceptables.
- de justifier:
  - que l'AMS titulaire est apte à mesurer le paramètre HF et ce, bien que l'étendue de mesure certifiée soit supérieure à  $1,5 \times$  la VLE.
  - que l'intervalle actuelle de maintenance des analyseurs de gaz est suffisant, eu égard aux intervalles préconisés dans les certificats QAL1 ou de modifier la périodicité de la maintenance

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

**Thème(s) :** Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu

**Prescription contrôlée :**

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.

**Constats :**

L'inspection a examiné le rapport de l'AST réalisé les 29 et 30 novembre 2021.

les droites d'étalonnage prises en compte sont bien celles figurant dans le QAL 2.

L'examen du rapport n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Assurance Qualité des AMS – QAL2

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

**Thème(s) :** Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu

**Prescription contrôlée :**

Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.

Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

**Constats :**

L'inspection a examiné les derniers QAL2 (novembre 2020 et nouveau QAL2 pour les poussières en janvier 2022 pour l'analyseur redondant).

L'exploitant a expliqué que le délai de plus de 6 mois entre les deux QAL2 pour cet analyseur redondant est lié à la nécessité de réaliser au préalable des travaux, ces derniers ayant été réalisés en juin 2021. En effet, les problèmes étaient liés à un dysfonctionnement mécanique du chariot de décolmatage des filtres à manches (qui ont été également remplacés). L'exploitant a souligné que depuis les teneurs en poussières sont nettement plus basses.

L'exploitant a confirmé à l'inspection que les installations n'ont pas fait l'objet de modification depuis les derniers QAL2 qui nécessiterait leur renouvellement.

QAL2 par l'APAVE en novembre 2020.

Les constats génériques suivants ont été réalisés:

- les cas utilisés sont précisés, les VLE prises en compte pour définir le cas correspondent aux valeurs réglementaires,
- les durées de mesure sont suffisantes (1 heure minimum pour chaque prélèvement),
- les VLE ont été respectées pendant les essais,
- le paramètre O2 a également fait l'objet d'un QAL2.

L'inspection a examiné par sondage les coefficients des droites d'étalonnage intégrées dans le logiciel d'acquisition. les droites suivantes ont été vérifiées pour les deux analyseurs pour les paramètres suivants: NOx, HCl et O2

Les droites correspondent bien à celles définies lors du dernier QAL2.

La société SECAUTO a indiqué que les capteurs de températures et de pression ne sont pas étalonnés lors du QAL 2. Le point 5.4.3 du guide FD-X43-132 le préconise.

L'inspecteur s'est par ailleurs interrogée sur la droite d'étalonnage définie lors du QAL2 pour les NOx pour l'analyseur redondant. Elle fait en effet apparaître un coefficient de - 42.03 en ordonnée à l'origine. L'exploitant a indiqué que l'organisme (APAVE) ne lui a pas fait part d'élément d'explication particulier sur ce point. L'inspection a indiqué qu'une telle valeur doit conduire à s'interroger sur l'origine d'un tel résultat et, le cas échéant, à rechercher à améliorer la droite d'étalonnage. Par ailleurs, contrairement à ce qui est mentionné dans le rapport, il semble que le plan de mesurage ne correspond pas au cas C pour les NOx.

L'inspection a par ailleurs visualisé la bouteille de gaz étalon pour le SO2, le CO, le NO et le CO2. Sa date de validité n'est pas dépassée.

**Observations :**

Il appartient à l'exploitant de rechercher les améliorations à apporter aux équipements pour améliorer la droite d'étalonnage pour l'AMS redondant pour le paramètre NOx.

Il appartient à l'exploitant de rectifier le dernier rapport QAL2 s'il est avéré que la droite d'étalonnage pour l'analyseur redondant n'a pas été déterminée selon le cas C pour les NOx.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Assurance Qualité des AMS – QAL3

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

**Thème(s) :** Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu

**Prescription contrôlée :**

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que

l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.

**Constats :**

Le QAL 3 n'est pas mis en œuvre.

L'inspection a appelé l'attention de l'exploitant sur l'article 27 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 qui précise « Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante » la norme EN 14181 permet donc de répondre à cette prescription, même si elle n'est pas d'application obligatoire.

**Observations :** Il appartient à l'exploitant d'être en mesure de justifier qu'à défaut de mise en place du QAL3, les mesures seront fiables, répétables et reproductibles d'une autre manière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Conditions T, P, H<sub>2</sub>O, O<sub>2</sub>

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18

**Thème(s) :** Actions nationales 2022, Conditions T, P, H<sub>2</sub>O, O<sub>2</sub>

**Prescription contrôlée :**

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 et celles spécifiées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V du présent arrêté.

**Constats :** il a été constaté sur que la teneur en O<sub>2</sub> de référence est bien de 11% dans le logiciel d'acquisition des données et que les mesures sont bien ramenées à cette teneur de référence. Les corrections en température et pression sont directement réalisées dans l'AMS, raison pour laquelle il n'y a pas de correction à opérer par le logiciel d'acquisition. Les mesures sont réalisées sur gaz sec.

L'inspection n'a pas de remarque particulière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 18

**Thème(s) :** Actions nationales 2022, Soustraction de l'intervalle de confiance à 95 %

**Prescription contrôlée :**

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 :

Monoxyde de carbone : 10 % ;

Dioxyde de soufre : 20 % ;

Ammoniac : 40 % ;

Dioxyde d'azote : 20 % ;

Poussières totales : 30 % ;

Carbone organique total : 30 % ;

Chlorure d'hydrogène : 40 % ;

Fluorure d'hydrogène : 40 %.

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées. Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.

**Constats :**



L'inspection a examiné par sondage les intervalles de confiance intégrés au logiciel d'acquisition. Les intervalles de confiance constatés pour les paramètres NOx, SO2 et COT pour les deux analyseurs correspondent aux intervalles de confiance requis.

L'inspection n'a pas de remarque particulière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### Nom du point de contrôle : Mesures périodiques des polluants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28

**Thème(s) :** Actions nationales 2022, Mesures périodiques des polluants

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en Semi-continu.

L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes.

Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble des composés mentionnés à l'alinéa précédent et des paramètres suivis en continu et semi-continu est réalisée tous les trois mois. Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

**Constats :**

Les résultats issus du contrôle inopiné du 29 septembre 2021 réalisé par l'organisme IRH ont été examinés. Le rapport conclut à la conformité des mesures. En annexe 1 du rapport figurent les résultats obtenus par le laboratoire et les résultats d'autosurveillance sur la même période. L'exploitant a confirmé que ces résultats d'autosurveillance prennent en compte les intervalles de confiance, ce qui n'est pas le cas pour les résultats du laboratoire. Sans prise en compte des intervalles de confiance, les résultats d'autosurveillance sont cohérents avec les résultats du laboratoire. L'inspection a indiqué qu'il serait préférable de transmettre à l'organisme les résultats d'autosurveillance sans retrait de l'intervalle de confiance afin de faciliter la vérification de cohérence.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### Nom du point de contrôle : Respect des valeurs limite d'émission

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, respect des valeurs limite de rejet

**Prescription contrôlée :**

Les installations sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière que les limites d'émission suivantes ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux, compte tenu des méthodes de mesures précisées ci-après, rapportées aux conditions normales de température et de pression avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz secs.a) Monoxyde de carboneDurant le fonctionnement, en dehors des phases de démarrage et d'extinction, la concentration en monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1) 50 mg/m° de gaz de combustion en moyenne journalière ; 2) 150 mg/m° de gaz de combustion dans

au moins 95 pour 100 de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur 10 minutes ou 100 mg/m<sup>3</sup> de gaz de combustion de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de 24 heures.b} Poussières totales, COT, HCl, HF, SO<sub>2</sub> et NO<sub>x</sub>

**Constats :**

L'inspection a examiné les valeurs moyennes en cours de constitution figurant sur le poste de supervision lors du passage en salle de commande. Les valeurs mesurées sont inférieures aux valeurs limites d'émission.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Contrôle du volume stocké

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.3 Annexe 2 (MTD 12 BREF WI)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Stockage des déchets

**Prescription contrôlée :**

Afin d'éviter l'accumulation des déchets, l'exploitant met en oeuvre les mesures suivantes: la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristique des déchets et de la capacité de traitement. la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capcité de stockage maximale autorisée.

**Constats :** L'inspection a interrogé l'exploitant sur les dispositions retenues afin de s'assurer régulièrement de la quantité de déchets stockées dans la fosse. Le dossier de réexamen indique en effet que l'exploitant est déjà conforme sur ce point. Selon ce dossier, la capacité totale de la fosse est de 800 m<sup>3</sup>. L'expérience des opérateurs permet d'évaluer le volume de déchets présents. En outre, l'exploitation des pesées à l'entrée du site et la connaissance des tonnages incinérés permet d'évaluer le tonnage de déchets à incinérer présents sur le site. Lors des arrêts techniques, au préalable, la fosse est vidée au maximum afin de permettre de stocker les déchets et ainsi éviter les détournements.

**Observations :**

L'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 applicable fin 2023 impose que l'exploitant mette en place des dispositions permettant de s'assurer régulièrement que la capacité maximale de la fosse de stockage de déchets est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Surveillance des effluents gazeux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2 Annexe 2 (MTD 4 BREF WI)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux

**Prescription contrôlée :**

Eléments relatifs à la surveillance des dioxines bromées et des PCB Dioxin-like

**Constats :**

L'inspection a souhaité évoqué la surveillance des dioxines bromées et des PCB, le dossier de réexamen remis ne faisant pas apparaître un positionnement clair sur cet aspect. Comme déjà indiqué dans le rapport de réexamen IED qui a été porté à la connaissance de l'exploitant, l'exploitant sera tenu de mettre en oeuvre la surveillance de ces deux paramètres à compter du 4 décembre 2023 selon les modalités fixées par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

**Observations :**

L'exploitant sera tenu de mettre en oeuvre la surveillance des dioxines bromées et des PCB DL à compter du 4 décembre 2020 selon les modalités fixées par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Nom du point de contrôle : Utilisation rationnelle des matières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.7 Annexe 3 (MTD 35)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Manipulation et traitement des mâchefer
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant manipule et traite les mâchefers séparément des résidus de l'épuration des fumées.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que les mâchefers ne sont pas mélangés au REFIOM.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 71.1 annexe 7 (MTD 4)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs d'émission en NOx
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau fixant les valeurs limites d'émission en Nox à compter du 4 décembre 2023 en période NOC
<b>Constats :</b> L'exploitant sera tenu de respecter une valeur limite d'émissions journalière de 150 mg/m <sup>3</sup> pour les rejets de NOx en périodes NOC (conditions normales de fonctionnement) à compter du 4 décembre 2023. Suite à l'interrogation de l'exploitant sur la possibilité de bénéficier d'une valeur limite d'émission de 180 mg/m <sup>3</sup> , l'inspection a indiqué qu'une telle demande doit faire l'objet d'une demande argumentée auprès du Préfet notamment en démontrant que la technologie SCR ne peut être techniquement mise en oeuvre au sein de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Prévention du risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article Chapitre 71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaire pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences... Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées , pour obtenir et maintenir cette prévention des risques.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que les trois caméras thermiques implantées au niveau de la fosse de réception et de la trémie de chargement des déchets dans le four sont opérationnelles lors de l'inspection. Une rampe d'aspersion est présente à l'aplomb de la fosse de réception. L'exploitant a précisé qu'elle est testée toute les semaines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2006, article 7.5.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou incident est recueilli sur place dans un bassin de confinement, étanche; la capacité disponible de ce bassin est en permanence de 300 m3 au minimum; Il est entouré d'une clôture spécifique d'une hauteur de 2 mètres réalisée en matériaux résistant et incombustible et munie d'un portail d'accès. les organes nécessaires à la mise en service du bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement à partir d'un poste de commande.
<b>Constats :</b> L'inspection a fait réaliser par l'exploitant un test de manoeuvrabilité de la vanne implantée en sortie du bassin de confinement. Ce test a été concluant. La signalisation destinée à faciliter la localisation de cet organe de coupure a été détériorée lors de récents travaux de débroussaillage.
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à remettre en état la signalisation de l'organe de coupure localisé en sortie de bassin de confinement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Surveillance dans l'environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2006, article 3.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance dans l'environnement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux et il est mis en oeuvre dans les conditions minimales suivantes: Matrice: Lait Paramètres: dioxines/furannes Nombre de points de contrôle: 1 Périodicité: 1/an
<b>Constats :</b> Le prélèvement annuel dans le lait est suspendu depuis 2020, l'exploitation agricole au sein de laquelle ces prélèvements avaient lieu ayant stoppé ses activités. Dans le cadre de sa réponse aux observations émises à l'issue de l'inspection précédente, l'exploitant avait indiqué avoir pris contact avec les DDPP des Côtes d'Armor et du Finistère afin d'identifier un nouvel exploitant. Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué que l'exploitation la plus proche se situe à 8 km de l'installation et ne permet donc pas de réaliser de prélèvement représentatif. Par conséquent, il prévoit de solliciter prochainement la modification du suivi réalisé .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite